

COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

LT

FF

SH

SERVICE DE PRESSE du Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté Européenne
et du Groupe Socialiste du Parlement Européen

- Luxembourg 19, rue Beaumont.
- Tél. 21921 - Telex : Parleurolux 494

REPRODUCTION AUTORISÉE

CSE n° 11/1967

LIBRARY

AD

IS

LES FEMMES SOCIALISTES EXIGENT L'HARMONISATION DES REGIMES MATRIMONIAUX DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Plus de deux cents femmes socialistes réunies à Strasbourg le 19 juin 1967, à l'occasion de la IVème rencontre des femmes socialistes, ont adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle elles exigent l'harmonisation des régimes matrimoniaux dans le sens du progrès. De l'avis des femmes socialistes, les divergences fondamentales que présentent les législations familiales, et notamment les régimes matrimoniaux, entravent la réalisation pratique de la libre circulation dans la C.E.E.

Dans certains Etats membres, aucune modernisation profonde des législations matrimoniales et familiales n'a été entreprise depuis 150 ans. Les femmes socialistes estiment que l'intégration européenne ne doit pas seulement procurer des avantages immédiats à l'économie. En tant que consommateurs et travailleurs, les individus devraient également profiter du progrès général dû à l'intégration européenne.

Une harmonisation des dispositions sociales ainsi que des régimes matrimoniaux pourrait constituer un début en ce domaine.

- Paraît au moins une fois par mois -

Abonnements: 1 an: 250 frs lux., 6 mois: 150 frs lux.. Banque: Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg. Compte N° 02/402507 du Courrier Socialiste Européen. - Les articles qui paraissent dans ce bulletin n'expriment pas nécessairement l'opinion des éditeurs.

En second lieu, les femmes socialistes collaborant au sein de la Commission des femmes socialistes du bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté européenne, se proposent de confronter les législations en vigueur dans les différents Etats membres en ce qui concerne les droits des parents vis-à-vis des enfants légitimes et le statut juridique des enfants nés hors mariage, et d'en tirer les conséquences qui s'imposent.

Le niveau atteint par l'intégration européenne et les perspectives d'avenir ont constitué le thème du principal rapport présenté lors de la IVème rencontre des femmes socialistes à Strasbourg, rencontre qui était placée sous la présidence d'Astrid L u l l i n g, député luxembourgeois au Parlement européen. Dans son exposé, le député néerlandais J.A.W. B u r g e r a souligné les succès obtenus par l'intégration européenne, tout en insistant sur le fait que la Communauté n'a toujours pas dépassé le chiffre de six Etats membres.

Les femmes socialistes, réunies dans l'hémicycle du Parlement européen, se sont prononcées à l'unanimité pour l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège, de l'Irlande et d'autres Etats démocratiques. Il faut surtout attendre de cet élargissement de la Communauté un renforcement des tendances démocratiques.

L'absence de démocratie parlementaire, sur laquelle les femmes socialistes ont particulièrement insisté, les a incitées à adresser un appel pressant à tous les gouvernements et à tous les partis pour qu'ils dotent le plus rapidement possible le Parlement européen de réels pouvoirs budgétaires et législatifs.

M. Francis V a l s, président du groupe socialiste du Parlement européen et M. Lucien R a d o u x, président du bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté européenne ont souhaité la bienvenue aux 200 femmes socialistes. Celles-ci ont assisté l'après-midi à une séance du Parlement européen.

D - la.ch/nd

RESOLUTION

=====

Objet : Harmonisation des régimes matrimoniaux dans la Communauté européenne

Les 200 femmes socialistes ressortissant des 6 pays de la Communauté économique européenne réunies à la Maison de l'Europe à Strasbourg,

- I. Reconnaissent les progrès qui ont été accomplis dans le domaine de l'intégration économique depuis l'entrée en vigueur des traités de Rome;
- II. Regrettent en revanche que jusqu'ici l'intégration économique, en particulier la politique agricole et la politique de concurrence, n'ait guère apporté d'avantages aux consommateurs, et que les fruits de l'intégration n'aient pas été répercutés du commerce (secteur tertiaire) sur le consommateur;
- III. Déplorent en particulier l'absence d'une politique sociale commune tendant à une harmonisation des dispositions sociales dans le sens du progrès;
- IV. Sont d'avis que les dispositions relatives aux régimes matrimoniaux en vigueur dans la Communauté doivent également être harmonisées dans le sens du progrès, d'autant plus qu'il existe entre les Etats membres des divergences fondamentales qui ont pour effet d'entraver la libre circulation des personnes dans la Communauté, mais aussi parce que dans quelques pays, par exemple au Luxembourg, depuis plus de 150 ans aucune réforme profonde des législations matrimoniales et familiales n'a été entreprise, et que celles-ci ne correspondent plus aux exigences de la vie moderne.
- V. Exigent en conséquence que la réforme des régimes matrimoniaux en vigueur dans la Communauté réponde aux principes qui ont déjà été appliqués dans certains pays de la Communauté et qui doivent être considérés comme un minimum, à savoir :

1. La liberté des conjoints d'instituer un régime par contrat pour les biens apportés dans le mariage ou acquis pendant le mariage ne doit pas être limitée. Les types de contrat qui, outre le régime légal, figurent dans la loi doivent seulement avoir le caractère de contrats-modèles respectant le principe de l'égalité des droits et propres à faciliter la décision des conjoints.
2. Cette liberté des conjoints implique aussi la possibilité de conclure, d'annuler ou de modifier des contrats de mariage tendant à réglementer le statut des biens, non seulement avant mais aussi pendant le mariage, sans que soit exigée une durée minimum de mariage, l'intérêt bien compris des tiers étant toutefois respecté.
3. Les formalités et les droits que nécessite la conclusion d'un contrat de mariage doivent être conçus de façon à ne pas rebuter des personnes simples disposant de revenus modestes.
4. Le système qui permettrait le mieux de répondre à la conception moderne de l'égalité des droits de l'homme et de la femme, même dans le mariage, serait un régime prévoyant en principe la séparation des biens de la femme et du mari, et donnant d'une manière générale le pouvoir de disposition de ceux-ci à celui auquel ils appartiennent. L'époux ne devrait plus être seul habilité à disposer des biens de sa femme et être autorisé à les utiliser pour éteindre ses dettes. En cas de dissolution du mariage, les biens acquis pendant le mariage devraient être répartis également entre les deux époux ou leurs héritiers suivant le système de la communauté réduite aux acquêts.
5. Seuls les actes qui concernent directement l'intérêt de la famille (dénonciation ou résiliation du contrat de bail ou vente de l'habitation familiale, vente ou mise en gage du mobilier, achats importants durant le mariage), devraient ne pouvoir être accomplis par un conjoint qu'en accord avec l'autre.
6. L'égalité des droits de l'homme et de la femme implique également que la femme puisse continuer à exercer sa profession après le mariage et exploiter un commerce.

7. La femme doit pouvoir contracter un emprunt en son nom propre sans le consentement du mari. La loi doit lui reconnaître des pleins pouvoirs suffisants en particulier pour la direction du ménage et elle ne doit pas être à la merci d'une fiction juridique ou d'un droit coutumier.
8. Dans la mesure où l'égalité des droits ne peut être réalisée sur le champ et en une seule fois dans le domaine des régimes matrimoniaux, il y a lieu de garantir que :
 - le mari ne peut plus disposer des biens de la femme sans le consentement ou la coopération de celle-ci;
 - la femme recouvre sur-le-champ le pouvoir de disposer pleinement de ses biens immédiatement après le divorce ou la séparation de corps et de biens et peut exiger du mari, en cas de mauvaise gestion, des dommages et intérêts;
 - l'ensemble des biens qui, en raison de leur caractère personnel, sont soumis, en tout cas, au pouvoir de disposition exclusif de la femme, sera étendu;
 - une protection juridique particulière permet à la femme une intervention rapide lorsqu'il s'agit de prévenir la menace d'une dilapidation du patrimoine familial par le mari.
L'égalité des droits exige la reconnaissance de ce droit à chacun des époux.
 - la femme doit pouvoir disposer de pleins pouvoirs spéciaux pour administrer le patrimoine familial dès le moment où le mari n'est plus en mesure d'exercer ses pouvoirs pour raison de détention ou d'internement dans un établissement psychiatrique.
9. Dans la mesure où il n'y a pas séparation de biens, le fait que l'un des conjoints contracte un emprunt, conclut des opérations à tempérament ou endette les siens d'une manière analogue sans le consentement de l'autre conjoint constitue pour la plupart des familles une charge intolérable.

VI. Prient la commission des femmes socialistes du Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté européenne de communiquer cette résolution à toutes les instances nationales et européennes qui entrent en ligne de compte pour une réforme des régimes matrimoniaux sur le plan national et européen.